

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203926]

**22 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au contrat d'insertion**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 février 2017 relatif au contrat d'insertion, les articles 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 7, alinéa 2, 8, alinéas 2 et 3, 11, alinéa 3, et 13;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 décembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 décembre 2016;

Considérant l'avis n° A 1325 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 23 janvier 2017;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 10 mars 2017;

Vu le rapport du 12 décembre 2016 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 61.428/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 mai 2017 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le décret du 2 février 2017 : le décret du 2 février 2017 relatif au contrat d'insertion;

2<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, sont assimilées à la période d'inoccupation pour le calcul de sa durée, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, du décret du 2 février 2017, les périodes suivantes :

1<sup>o</sup> la période pendant laquelle un contrat de travail, une relation statutaire ou une activité d'indépendant à titre principal est exercée, pour autant que sa durée totale, continue ou discontinue, n'excède pas trente et un jours;

2<sup>o</sup> la période pendant laquelle l'inscription du demandeur d'emploi a été radiée pour la reprise d'études ou pour l'objectivation;

3<sup>o</sup> la période pendant laquelle l'inscription du demandeur d'emploi a été radiée pour le paiement d'une allocation par application des dispositions légales ou réglementaires en matière d'assurance obligatoire contre la maladie ou l'invalidité;

4<sup>o</sup> la période pendant laquelle la personne a été inscrite en qualité de demandeur d'emploi auprès des autorités publiques d'une autre Région, de la Communauté germanophone ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne, et pendant laquelle elle est inoccupée;

5<sup>o</sup> la période pendant laquelle le demandeur d'emploi bénéficie de l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale ou de l'aide sociale financière pour les personnes de nationalité étrangère, inscrites au registre des étrangers, qui en raison de leur nationalité ne peuvent pas prétendre au droit à l'intégration sociale.

**Art. 3.** Le montant de la mensualité de l'allocation de travail, visée à l'article 5 du décret du 2 février 2017, est de 700 euros.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le FOREm sensibilise les demandeurs d'emploi, qui sont susceptibles de remplir à terme les conditions de l'article 3 du décret du 2 février 2017, à l'existence et aux bénéfices du contrat d'insertion.

Dès que le demandeur d'emploi remplit les conditions de l'article 3 du décret, il fait l'objet d'un suivi spécifique du FOREm.

§ 2. Dès qu'il a connaissance de la conclusion d'un contrat d'insertion et en cas de rupture anticipée du contrat d'insertion, le FOREm propose au demandeur d'emploi qui en exprime le souhait, un accompagnement par une mission régionale pour l'emploi.

Le FOREm assure la coordination de l'accompagnement du demandeur d'emploi pendant le contrat d'insertion et après, en cas de rupture anticipée du contrat.

Les données personnelles du demandeur d'emploi contenues dans son dossier et nécessaires à son accompagnement par la mission régionale pour l'emploi sont échangées entre le FOREm et la mission régionale pour l'emploi qui accompagne le demandeur d'emploi. L'échange de données personnelles a pour seules finalités l'accompagnement du demandeur d'emploi pendant le contrat d'insertion et après le contrat, en cas de rupture anticipée ainsi que la réalisation par le FOREm de sa mission de coordination visée à l'alinéa 2.

Les données personnelles sont traitées dans le respect des principes visés aux articles 4 et 16 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel y compris les autorisations nécessaires auprès de la Commission de la protection de la vie privée.

§ 3. A la fin du contrat d'insertion, le FOREm fait le point avec le demandeur d'emploi sur l'avancement de son projet professionnel.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le dossier contenant la demande d'activation de l'allocation de travail, visé à l'article 133, § 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, est introduit par le demandeur d'emploi conformément aux dispositions prises en vertu de l'article 138, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal précité.

Le dossier complet visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est réceptionné par l'ONEm dans les deux mois qui suivent le mois au cours duquel l'occupation a débuté. A défaut, la demande est tardive.

Le dossier est réputé complet lorsqu'il contient le formulaire de déclaration personnelle de chômage C109 dont le modèle est établi par l'ONEm, une copie du contrat de travail et un exemplaire original de l'annexe au contrat de travail, dont le modèle est établi par le FOREm, correspondant au "certificat de début d'une occupation avec allocations d'activation" tel que visé à l'article 137, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal précité. L'annexe au contrat de travail est complétée et signée par l'employeur et le demandeur d'emploi concomitamment à la signature du contrat de travail.

§ 2. Lorsque le demandeur d'emploi est occupé auprès de différents employeurs, il introduit un dossier complet de demande d'activation de l'allocation de travail pour chaque occupation, suivant l'ordre chronologique de ses entrées en service auprès de ces employeurs.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le calcul de la durée du droit à l'allocation de travail débute le premier jour du mois de l'entrée en service.

Lorsque le demandeur d'emploi est occupé auprès de différents employeurs, le calcul de la durée du droit à l'allocation de travail débute le premier jour du mois de l'entrée en service relative à l'occupation pour laquelle le demandeur d'emploi a introduit sa première demande d'activation de l'allocation de travail.

§ 2. L'allocation de travail est octroyée à partir de la date de l'entrée en service.

En cas de demande tardive, l'allocation de travail est octroyée à partir du premier jour du mois dans lequel est située la date de la réception de la demande. Toutefois, l'allocation de travail est octroyée à partir de l'entrée en service lorsque l'employeur démontre que conformément à l'annexe au contrat de travail, l'allocation de travail a effectivement été déduite à partir du premier paiement de la rémunération.

Lorsque le demandeur d'emploi est occupé auprès de différents employeurs, s'il a introduit les dossiers de demande d'activation dans l'ordre chronologique de ses entrées en service, l'allocation de travail est octroyée conformément aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

Lorsque le demandeur d'emploi est occupé auprès de différents employeurs, s'il n'a pas introduit les dossiers de demande d'activation dans l'ordre chronologique de ses entrées en service, pour autant qu'il réunisse les conditions des articles 3 du décret du 2 février 2017, l'allocation de travail est octroyée conformément aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 et, au plus tôt, le premier jour du mois de l'entrée en service relative à l'occupation pour laquelle le demandeur d'emploi a introduit la première demande d'activation de l'allocation de travail, même lorsque l'employeur démontre que, conformément à l'annexe au contrat de travail, l'allocation de travail a effectivement été déduite à partir du premier paiement de la rémunération.

**Art. 7.** Pour que l'allocation de travail soit payée au demandeur d'emploi, l'employeur remplit mensuellement une déclaration électronique du risque social, intitulée e-DRS-Chômage : scénario 8.

Le paiement des allocations de travail est réglé par le Chapitre VII - Paiement de l'allocation et le Chapitre VIII - Introduction et vérification des paiements de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

**Art. 8.** L'employeur informe l'ONEm d'un accident de travail dont le demandeur d'emploi est victime et, en cas de remboursement par l'assurance accidents de travail, il effectue à l'ONEm un paiement d'un montant égal au résultat de la formule  $A \times B \times C / D$ , où :

- A est égal à 0,9;
- B est égal à l'allocation payée pour le mois considéré;
- C est égal au montant imposable de la rémunération pour la période d'incapacité de travail dans le mois considéré;
- D est égal au montant imposable de la rémunération pour le mois considéré.

**Art. 9.** La banque de données est mise à jour, conformément à l'article 11, alinéa 3, du décret du 2 février 2017, à partir de sources authentiques, à l'exception des attestations délivrées en l'absence d'accès aux sources authentiques.

Aux fins de l'application de l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 2 février 2017, l'ONEm accède à la banque de données visée à l'article 11 du décret précité.

**Art. 10.** Lorsque l'ONEm constate que les conditions d'octroi, de suspension, de cessation ou de récupération de l'activation des allocations de travail, visées à l'article 8 du décret du 2 février 2017, sont réunies, il en informe le demandeur d'emploi et l'employeur.

**Art. 11.** L'ONEm informe le demandeur d'emploi et l'employeur de la date de prise de connaissance de la cause de suspension visée à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret du 2 février 2017.

Pour obtenir la levée de la suspension, visée à l'article 9, alinéa 3, du décret du 2 février 2017, le demandeur d'emploi est inscrit au FOREm depuis au moins un jour et introduit un dossier de demande d'activation de l'allocation de travail conformément à l'article 5.

Chaque fois que l'octroi de l'aide est suspendu pour une durée continue ou discontinue de 31 jours, il est prorogé d'un mois. Les jours du mois qui précèdent l'entrée en service relative à l'occupation pour laquelle le demandeur d'emploi a introduit sa première demande d'activation, sont inclus dans le calcul de la durée de la suspension.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque des allocations de travail ont été perçues contrairement aux informations contenues dans la banque de données visée à l'article 11 du décret du 2 février 2017, l'ONem, conformément au Chapitre IX-Récupérations de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, prend, dans ce cas, une décision de récupération des allocations de travail versées indûment.

§ 2. Lorsque des allocations de travail ont été perçues alors que le régime de travail de l'occupation pour laquelle les allocations de travail ont été versées, est passé d'un temps plein à un temps partiel, le FOREm informe l'ONem qui, conformément au Chapitre IX-Récupérations de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, prend, dans ce cas, une décision de récupération des allocations de travail versées pour les mois pendant lesquels le travailleur a été totalement ou partiellement occupé à temps partiel.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque sur la base du contrôle visé à l'article 14 du décret du 2 février 2017, l'Inspection sociale du Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie constate un manquement, elle avertit par lettre recommandée le travailleur et son ou ses employeurs.

Dans un délai de deux mois à dater de la réception de la lettre recommandée d'avertissement, le travailleur et son ou ses employeurs, peuvent faire valoir leurs observations par écrit et demander à être entendus. Dans le cas d'une demande d'audition, l'Inspection sociale convoque le travailleur et son ou ses employeurs pour qu'ils puissent être entendus en leurs voies et moyens par l'Inspection sociale dans un délai de quarante jours à dater de l'échéance du délai de deux mois prenant cours à la date de réception la lettre recommandée d'avertissement. Le travailleur qui a communiqué par écrit qu'il ne souhaite pas être entendu, n'est pas convoqué.

Les convocations sont faites au moyen d'un écrit mentionnant le motif, le jour et l'heure de l'audition, ainsi que la possibilité de ne pas se présenter mais de communiquer les moyens de défense par écrit. Les convocations énoncent les faits ou griefs, la nature des mesures envisagées et indiquent à l'intéressé qu'il peut prendre connaissance des pièces de son dossier.

Les auditions ont lieu au plus tôt le dixième jour qui suit la remise des convocations à la poste.

Si le travailleur ou l'employeur est empêché le jour où il a été convoqué, il peut demander la remise de l'audition à une date qui ne peut être postérieure de plus de quinze jours à celle qui était fixée pour la première audition. La remise n'est accordée qu'une seule fois, sauf cas de force majeure. La demande de remise doit, sauf cas de force majeure, parvenir à l'Inspection sociale au plus tard le jour précédant celui de la convocation.

Le travailleur et l'employeur peuvent se faire représenter ou assister par un avocat ou par un délégué d'une organisation de travailleurs ou d'employeurs.

§ 2. Si au terme de la procédure visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'Inspection sociale constate l'existence de manquement, elle en informe le FOREm qui décide, par décision écrite et motivée, de la cessation de l'octroi de l'allocation de travail.

Le FOREm notifie sa décision au travailleur et à l'employeur, par envoi ayant date certaine, et y précise les délais et voie de recours.

§ 3. Le FOREm transmet la décision visée au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, à l'ONem pour qu'il procède à la cessation de l'allocation de travail à partir du premier jour du deuxième mois qui suit la prise de connaissance par l'ONem de la décision du FOREm. L'ONem informe le travailleur et l'employeur de la date de prise d'effet de la cessation de l'octroi de l'allocation de travail.

**Art. 14.** Le Ministre charge le FOREm, en collaboration avec l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, de procéder à l'évaluation visée à l'article 13 du décret du 2 février 2017.

L'évaluation peut comprendre les informations suivantes :

1° relatives aux demandeurs d'emploi et aux travailleurs:

a) le nombre de demandeurs d'emploi ayant bénéficié ou bénéficiant de l'allocation de travail visée à l'article 3 du décret du 2 février 2017;

b) le profil des demandeurs d'emploi : durée d'inoccupation, niveau de qualification, âge, sexe, domicile;

c) le nombre de travailleurs maintenus à l'emploi après la cessation de l'octroi des allocations de travail;

d) le nombre de suspensions visées à l'article 9 du décret du 2 février 2017 classées par cause de suspension;

2° relatives aux employeurs :

a) la taille de l'entreprise, en nombre de travailleurs sous contrat de travail avec l'employeur;

b) la localisation de l'unité d'établissement dans laquelle le demandeur d'emploi est occupé;

c) le type de personnalité juridique de l'employeur;

d) le secteur principal d'activités et la commission paritaire principale.

Dans la demande qu'il adresse au FOREm, le Ministre peut préciser les données complémentaires à évaluer.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017.

**Art. 16.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 juin 2017.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE  
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
E. TILLIEUX

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203926]

**22 JUNI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 2 februari 2017 betreffende het inschakelingscontract**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 februari 2017 betreffende het inschakelingscontract, de artikelen 1, tweede lid, 2°, 5, eerste lid, 7, tweede lid, 8, tweede en derde lid, 11, derde lid, en 13;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 december 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 december 2016;

Gelet op het advies nr. A 1325 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 23 januari 2017;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 10 maart 2017;

Gelet op het rapport van 12 december 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 61.428/4 van de Raad van State, gegeven op 30 mei 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 2 februari 2017 : het decreet van 2 februari 2017 betreffende het inschakelingscontract;

2° de Minister : de Minister bevoegd voor Tewerkstelling.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit worden de volgende periodes gelijkgesteld met de periode van werkloosheid voor de berekening van de duur ervan in de zin van artikel 1, tweede lid, 2°, van het decreet van 2 februari 2017 :

1° de periode tijdens dewelke een arbeidsovereenkomst, een statutaire relatie of een activiteit van zelfstandige als hoofdactiviteit wordt uitgeoefend, voor zover de totale duur ervan, ononderbroken of onderbroken, niet meer dan eenendertig dagen bedraagt;

2° de periode tijdens dewelke de inschrijving van de werkzoekende wordt doorgehaald voor het hervatten van studies of voor de objectivering;

3° de periode tijdens dewelke de inschrijving van de werkzoekende wordt doorgehaald voor de betaling van een uitkering met toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

4° de periode tijdens dewelke de persoon werd ingeschreven als werkzoekende bij de overheden van een ander Gewest, de Duitstalige Gemeenschap of een andere lidstaat van de Europese Unie en tijdens dewelke ze niet werkt;

5° de periode tijdens dewelke de werkzoekende in aanmerking komt voor de maatschappelijke integratie overeenkomstig de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie of de financiële maatschappelijke hulp voor de personen van buitenlandse herkomst, ingeschreven in het vreemdelingenregister, die wegens hun nationaliteit geen aanspraak kunnen maken op het recht op maatschappelijke integratie.

**Art. 3.** Het bedrag van de maandelijkse werkuitkering, bedoeld in artikel 5 van het decreet van 2 februari 2017, wordt vastgesteld op 700 euro.

**Art. 4.** § 1. FOREm sensibiliseert de werkzoekenden die op termijn de voorwaarden van artikel 3 van het decreet van 2 februari 2017 zouden kunnen vervullen, voor het bestaan en de voordelen van het inschakelingscontract.

Zodra de werkzoekende de voorwaarden van artikel 3 van het decreet vervult, maakt hij het voorwerp uit van een bijzondere opvolging door de FOREm.

§ 2. Zodra hij kennis heeft van het sluiten van een inschakelingscontract en in geval van vervroegde breuk van het inschakelingscontract, stelt de FOREm aan de werkzoekende die het wenst, een begeleiding voor door een "mission régionale pour l'emploi" (Gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling).

FOREm staat in voor de coördinatie van de begeleiding van de werkzoekende tijdens het inschakelingscontract en daarna, in geval van vervroegde breuk van het contract.

De persoonlijke gegevens van de werkzoekende vermeld in zijn dossier en noodzakelijk voor zijn begeleiding door de "mission régionale pour l'emploi" worden uitgewisseld tussen de FOREm en de "mission régionale pour l'emploi" die de werkzoekende begeleidt. De uitwisseling van de persoonlijke gegevens heeft als enig doelstelling de begeleiding van de werkzoekende tijdens het inschakelingscontract en na het contract, in geval van vervroegde breuk alsook de uitvoering door de FOREm van zijn coördinatieopdracht bedoeld in het tweede lid.

De persoonlijke gegevens worden behandeld met inachtneming van de beginselen bedoeld in de artikelen 4 en 16 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens met inbegrip van de vergunningen vereist bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

§ 3. Aan het einde van het inschakelingscontract, doet de FOREM een stand van zaken met de werkzoekende over de vordering van zijn beroepsproject

**Art. 5.** § 1. Het dossier dat de aanvraag voor de activering van de werkuitkering, bedoeld in artikel 133, § 1, 10°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering bevat, wordt ingediend door de werkzoekende overeenkomstig de bepalingen genomen krachtens artikel 138, eerste lid, 4°, van het voornoemde koninklijk besluit.

Het volledig dossier bedoeld in het eerste lid wordt in ontvangst genomen door de RVA binnen de twee maanden die volgen op de maand waarin de tewerkstelling is begonnen. Bij gebrek, wordt de aanvraag laat overgemaakt.

Het dossier wordt geacht volledig te zijn als hij het formulier van persoonlijke werkloosheidsverklaring C 109 bevat waarvan het model door de RVA wordt opgesteld, een afschrift van de arbeidsovereenkomst en een origineel exemplaar van de bijlage bij de arbeidsovereenkomst waarvan het model door de FOREM wordt opgesteld, overeenstemmend met het "bewijs van aanvang van een tewerkstelling met activeringsuitkeringen" zoals bedoeld in artikel 137, § 1, 4°, van het voornoemd koninklijk besluit. De bijlage bij de arbeidsovereenkomst wordt ingevuld en ondertekend door de werkgever en de werkzoekende samen met de ondertekening van de arbeidsovereenkomst.

§ 2. Wanneer de werkzoekende wordt tewerkgesteld bij verschillende werkgevers, dient hij een volledig dossier in van aanvraag voor de activering van de werkuitkering voor elke tewerkstelling, volgens de chronologische volgorde van zijn indiensttredingen bij zijn werkgevers.

**Art. 6.** § 1. De berekening van de duur van het recht op de werkuitkering vangt aan op de eerste dag van de maand van de indiensttreding.

Wanneer de werkzoekende is tewerkgesteld bij verschillende werkgevers, begint de berekening van de duur van het recht op de werkuitkering de eerste dag van de maand van de indiensttreding betreffende de tewerkstelling waarvoor de werkzoekende zijn eerste aanvraag voor de activering van de werkuitkering heeft ingediend.

§ 2. De werkuitkering wordt toegekend vanaf de datum van de indiensttreding.

In geval van laattijdige aanvraag wordt de werkuitkering toegekend vanaf de eerste dag van de maand waarin de ontvangstdatum van de aanvraag gelegen is. De werkuitkering wordt evenwel toegekend vanaf de indiensttreding wanneer de werkgever aantoonde dat overeenkomstig de bijlage bij de arbeidsovereenkomst, de werkuitkering effectief in mindering werd gebracht vanaf de eerste betaling van de bezoldiging.

Wanneer de werkzoekende wordt tewerkgesteld bij verschillende werkgevers, als hij de dossiers van aanvraag voor de activering in de chronologische volgorde van zijn indiensttredingen heeft ingediend, wordt de werkuitkering toegekend overeenkomstig het eerste en het tweede lid.

Wanneer de werkzoekende wordt tewerkgesteld bij verschillende werkgevers, als hij de dossiers van aanvraag voor de activering in de chronologische volgorde van zijn indiensttredingen niet heeft ingediend, voor zover hij de voorwaarden van de artikelen 3 van het decreet van 2 februari 2017 verenigt, wordt de werkuitkering toegekend overeenkomstig het eerste en het tweede lid en, ten vroegste, de eerste dag van de maand van de indiensttreding betreffende de tewerkstelling waarvoor de werkzoekende de eerste aanvraag voor de activering van de werkuitkering heeft ingediend, zelfs als de werkgever aantoonde, overeenkomstig de bijlage bij de arbeidsovereenkomst, dat de werkuitkering effectief in mindering werd gebracht vanaf de eerste betaling van de bezoldiging.

**Art. 7.** Om ervoor te zorgen dat de werkuitkering aan de werkzoekende wordt uitbetaald, vult de werkgever maandelijks een elektronische aangifte van het sociaal risico in, met als opschrift e-ASR-Werkloosheid: scénario 8.

De betaling van de werkuitkeringen wordt geregeld door Hoofdstuk VII - Betaling van de uitkering en Hoofdstuk VIII - Indiening en verificatie van de betalingen van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

**Art. 8.** De werkgever stelt de RVA in kennis van een arbeidsongeval dat de werknemer overkomt en hij verricht, in geval van terugbetaling door de arbeidsongevallenverzekeraar, aan de RVA een betaling van een bedrag gelijk aan het resultaat van de formule  $A \times B \times C / D$ , waarbij :

- A gelijk is aan 0,9;

B gelijk is aan de uitkering betaald voor de beschouwde maand;

C gelijk is aan het belastbaar bedrag van het loon voor de periode van arbeidsongeschiktheid in de beschouwde maand;

D gelijk is aan het belastbaar bedrag van het loon voor de beschouwde maand.

**Art. 9.** De databank wordt bijgewerkt overeenkomstig artikel 11, derde lid, van het decreet van 2 februari 2017, vanaf authentieke bronnen, met uitzondering van de attesten afgeleverd bij gebrek aan toegang tot de authentieke bronnen.

Voor de toepassing van artikel 8, eerste lid, van het decreet van 2 februari 2017, heeft de RVA toegang tot de databank bedoeld in artikel 11 van het voornoemd decreet.

**Art. 10.** Wanneer de RVA vaststelt dat de voorwaarden voor de toekenning, de schorsing, de stopzetting of de terugvordering van de activering van de werkuitkeringen, bedoeld in artikel 8 van het decreet van 2 februari 2017 zijn verenigd, brengt hij de werkzoekende en de werkgever daarvan op de hoogte.

**Art. 11.** De RVA brengt de werkzoekende en de werkgever op de hoogte van de datum van kennisneming van de oorzaak van de opschorting bedoeld in artikel 9, eerste lid, 2°, van het decreet van 2 februari 2017.

Om de opheffing van de schorsing bedoeld in artikel 9, derde lid, van het decreet van 2 februari 2017 te verkrijgen, is de werkzoekende ingeschreven bij de RVA sinds minstens één dag en dient hij een dossier in van aanvraag voor de activering van de werkuitkering overeenkomstig artikel 5.

Telkens als de toekenning van de steun wordt geschorst voor een ononderbroken of onderbroken duur van 31 dagen, wordt hij met één maand verlengd. De dagen van de maand die voorafgaan aan de indiensttreding betreffende de tewerkstelling waarvoor de werkzoekende zijn eerste aanvraag voor de activering heeft ingediend, zijn inbegrepen in de berekening van de duur van de schorsing.

**Art. 12.** § 1. Wanneer werkuitkeringen werden ontvangen in tegenstelling tot de informatie vervat in de databank bedoeld in artikel 11 van het decreet van 2 februari 2017, neemt de RVA, in dit geval, overeenkomstig Hoofdstuk IX - Terugvordering van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, een beslissing van terugvordering van de werkuitkeringen die onrechtmatig zijn uitbetaald.

§ 2. Wanneer werkuitkeringen werden ontvangen terwijl de arbeidsregeling van de betrekking waarvoor werkuitkeringen werden uitbetaald, van een voltijdse betrekking naar een deeltijdse betrekking is gegaan, brengt de FOREm de RVA op de hoogte die, overeenkomstig Hoofdstuk IX-Terugvordering van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, in dat geval, een beslissing neemt van terugvordering van de werkuitkeringen uitbetaald voor de maanden waarin de werknemer geheel of gedeeltelijk deeltijds werd tewerkgesteld.

**Art. 13.** § 1. Wanneer op basis van de controle bedoeld in artikel 14 van het decreet van 2 februari 2017, de Sociale Inspectie van het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst een tekortkoming vaststelt, verwittigt ze de werknemer en zijn werkgever(s) bij aangetekend schrijven.

Binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de ontvangst van het aangetekend schrijven, kunnen de werknemer en zijn werkgever(s) hun opmerkingen schriftelijk laten gelden en verzoeken om gehoord te worden. In het geval van een verzoek om gehoord te worden, roept de Sociale inspectie de werknemer en zijn werkgever(s) op om in hun wegen en middelen gehoord te worden door de Sociale inspectie binnen een termijn van veertig dagen te rekenen van het verstrijken van de termijn van twee maanden die ingaat op de ontvangstdatum van het aangetekend schrijven. De werknemer die schriftelijk heeft meegedeeld dat hij niet wenst gehoord te worden, wordt niet opgeroepen.

De oproepingen gebeuren door middel van een geschrift dat de reden, de dag en het uur van het verhoor vermeldt, alsmede de mogelijkheid om niet te verschijnen doch schriftelijk verweermiddelen naar voren te brengen. De oproepingen vermelden de feiten of klachten, de aard van de overwogen maatregelen en wijzen de betrokkene erop dat hij kan kennis nemen van de stukken van zijn dossier.

Het verhoor vindt ten vroegste plaats de tiende dag na de afgifte van de uitnodiging ter post.

Indien de werknemer de dag waarvoor hij opgeroepen werd belet is, mag hij vragen dat het verhoor verdaagd wordt tot een datum die niet later mag vallen dan vijftien dagen na die welke eerst was vastgesteld. Behoudens gevallen van overmacht wordt het uitstel slechts eenmaal verleend. De vraag tot uitstel moet, behoudens overmacht, uiterlijk toekomen op de Sociale inspectie de dag voorafgaand aan deze waarvoor hij opgeroepen werd.

De werknemer en de werkgever kunnen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat of door een afgevaardigde van een werknemers- of werkgeversorganisatie.

§ 2. Als na afloop van de procedure bedoeld in paragraaf 1, de Sociale inspectie het bestaan van een tekortkoming vaststelt, brengt ze de FOREm op de hoogte die, bij een schriftelijke en met redenen omklede beslissing, beslist over de stopzetting van de toekenning van de werkuitkering.

De FOREm betekent zijn beslissing aan de werknemer en aan de werkgever, via een zending met vaste datum, en bepaalt in zijn beslissing de termijnen en middelen van beroep.

§ 3. De FOREm maakt de beslissing bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, over aan de RVA opdat de RVA zou overgaan tot de stopzetting van de werkuitkering vanaf de eerste dag van de tweede maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing van de FOREm door de RVA. De RVA brengt de werknemer en de werkgever op de hoogte van de datum van inwerkingtreding van de stopzetting van de toekenning van de werkuitkering.

**Art. 14.** De Minister belast de FOREm ermee, in samenwerking met het Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectief Beleid en Statistiek, om over te gaan tot de evaluatie bedoeld in artikel 13 van het decreet van 2 februari 2017.

De evaluatie kan de volgende informatie bevatten :

1° betreffende de werkzoekenden en de werknemers :

a) het aantal werkzoekenden waaraan de werkuitkering bedoeld in artikel 3 van het decreet van 2 februari 2017 verleend wordt of werd;

b) het profiel van de werkzoekenden: werkloosheidsduur, kwalificatieniveau, leeftijd, geslacht, woonplaats;

c) het aantal werknemers die tewerkgesteld blijven na de stopzetting van de toekenning van de werkuitkeringen;

d) het aantal schorsingen bedoeld in artikel 9 van het decreet van 2 februari 2017 gerangschikt per oorzaak van schorsing;

2° betreffende de werkgevers :

a) de omvang van het bedrijf, in aantal werknemers met een arbeidsovereenkomst met de werkgever;

b) de lokalisering van de inrichtingseenheid waarin de werkzoekende is tewerkgesteld;

c) het type rechtspersoonlijkheid van de werkgever;

d) de voornaamste activiteitensector en het voornaamste paritair comité.

In de aanvraag die hij aan de FOREm richt, kan de Minister de bijkomende gegevens die moeten beoordeeld worden, bepalen

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2017.

**Art. 16.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 juni 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
E. TILLIEUX